



N°199 · DÉC. 2005 / JANV. 2006

1,50 EURO

M 02348-100 - F: 1,50 €



Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

JEUNES DANS LA GALÈRE VIEUX DANS LA MISÈRE



**il faut
prendre
Parti !**

EDF | PAGE 3

**SERVICE
PUBLIC ?**



DOSSIER | PAGES 5+6+7+8

**ON A
RAISON
DE SE
RÉVOLTER
!**

CAPITALISME | PAGE 9

**D'OÙ
VIENT LE
CHÔMAGE ?**



ET AUSSI...

**OÙ VA
LA CGT ?**

**LA MORT
DE
ZHANG**

**ANGELO
LIBÈRE !**



NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille
Voie Prolétarienne.*

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 4^e trimestre 2005. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

**Voie Prolétarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France**

**Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com**

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

RÉVOLTE DES JEUNES DES QUARTIERS PAUVRES

LA SOLUTION EST DANS NOTRE ENGAGEMENT

La révolte des jeunes des banlieues ouvrières a surpris tout le monde. Y compris la plupart des ouvriers. Or il n'y a pas de raison qu'il n'y ait pas d'autres révoltes à l'avenir. Alors, que faut-il faire ?

FAIRE CONFIANCE À L'ÉTAT, gouverné aujourd'hui par la droite ? Les solutions qu'il met en oeuvre n'en sont pas. Le quadrillage des quartiers, le mitraillage des peines de prison, les expulsions du territoire ne feront que renforcer la haine contre la police. Une haine déjà nourrie par des années d'exactions. Ces mesures vont aggraver le mal. Elles n'ont d'ailleurs pas pour but de résoudre le problème. Elles ne font que montrer la force de l'État, face aux jeunes mais aussi pour les affrontements à venir qui mettront en oeuvre d'autres secteurs de la société. Vigipirate en suffit plus. On nous habitue au couvre-feu, aux interventions du GIGN. L'état d'exception va devenir la règle et nos droits se rétrécissent.

FAIRE CONFIANCE À LA GAUCHE ? Ils ont gouverné plus longtemps que la droite ces 25 dernières années. Ils ont organisé la violence contre les travailleurs. Violence des licenciements. Violence de la précarité, des boulots de merde qui s'enchaînent. Violence des expulsions du territoire. Violence des expulsions du logement. Immeubles populaires abattus. Logement HLM en peau de chagrin et de plus en plus cher. Et lois sécuritaires aussi. La LSI (Loi de Sécurité Intérieure) de la droite avait été précédée par la LSQ (Loi de Sécurité Quotidienne) de la gauche et vendue à l'opinion en profitant de l'émotion suscitée par les attentats de New York. La gauche y a, par exemple, rendu illégal de stationner dans un hall d'escalier. Face à l'amnésie permanente, on ne le rappellera jamais assez.

SUIVRE TOUS LES ILLUSIONNISTES qui proposent leurs solutions ? A droite, à gauche, à gauche de la gauche... C'est fou la quantité de gens qui se pressent au chevet des quartiers malades, à la lueur des feux de voitures finissant. Police de proximité ? Mais sur les 180 jeunes tués par la police en 25 ans, plusieurs l'ont été par cette police de proximité soi-disant plus humaine. Des subventions aux associations ? Mais les Mairies qui les dispensent ont toujours asphyxié celles qui les gênaient et qui organisaient vraiment les jeunes. Faire fonctionner l'ascenseur social ? C'est

comme le loto. Il faut que quelques-uns gagnent pour que des millions supportent leur misère et vivent dans l'espoir. Tous ces discours sentent le déjà vu et ont une logique : accroître les couches moyennes pour encadrer ceux qui n'ont plus d'espoir. A l'heure où la bourgeoisie se prépare à une nouvelle attaque contre les chômeurs et les travailleurs, avec la renégociation de la convention UNEDIC, toutes ces solutions sentent le dérisoire.

S'ADRESSER AUX JEUNES RÉVOLTÉS ?

Leur dire qu'ils feraient mieux de brûler les voitures des bourgeois ? Mais la police protège les beaux quartiers et les repèreraient immédiatement. Qu'ils s'en prennent aux bâtiments de l'État ? Mais comment oserait-on proposer cela, alors que le mouvement ouvrier n'en est plus capable depuis longtemps ? La seule chose raisonnable à leur proposer c'est une vie structurée par le combat pour changer la société. Mais comment les organiser ? Pas de véritable organisation de jeunesse révolutionnaire. Peu d'associations de chômeurs. Des Unions Locales syndicales fermées à 17h, qui ne s'intéressent qu'aux entreprises. Tous les jeunes arrêtés sont des enfants d'ouvriers, beaucoup en apprentissage ou travailleurs précaires. On peut déplorer le faible niveau de conscience de cette révolte, il ne fait que refléter le faible niveau d'organisation et de conscience de la classe ouvrière. Il ne fait aussi que refléter la faiblesse de l'intervention dans les quartiers de la part des travailleurs organisés.

ALORS NOUS DISONS à tous ceux qui, autour de nous, reprochent aux jeunes les

voitures et les écoles brûlées : comment exprimez-vous votre colère, vous ? Etes-vous investis dans une association de parents d'élèves, dans une association de locataires, dans un syndicat ? Et il y a la manière aussi. Participez-vous aux occupations d'écoles pour empêcher les fermetures de classe ? Vous battez-vous contre les expulsions locatives ? Quelles solidarités de quartier construisez-vous ? Quelle attitude avez-vous quand vous voyez des exactions policières ? Est-ce que vous vous battez pour que votre syndicat ou votre association soit sur des bases de lutte de classe ? Et s'il n'y a pas de syndicat, est-ce que vous cherchez à en construire un ? On sait que l'attitude des parents est une référence quand on est jeune. Tant que le mécontentement ne s'exprimera pas ou ne s'exprimera que dans des luttes isolées, les jeunes ne seront pas polarisés par un «mouvement ouvrier».

NOUS NOUS ADRESSONS AUSSI à ceux qui nous lisent. Vous êtes dans une ville sans militants de Voie Prolétarienne ? Contactez-nous. Nous étudierons quoi faire ensemble. Vous connaissez des militants de VP ? Venez à nos réunions. Intervenez avec nous. Rejoignez-nous. Construisons ensemble des syndicats, des associations pour résister et mener la lutte de classe. Construisons ensemble une organisation communiste. Elaborons ensemble un programme de lutte révolutionnaire. Ainsi nous aurons des organisations pour structurer les entreprises et les quartiers. Nous aurons alors un espoir, un but, un chemin à proposer à tous ceux qui aujourd'hui ne savent pas quoi faire pour exprimer leur rage.

Prosperité ?

OUI, MAIS PAS POUR TOUT LE MONDE !

La prospérité des entreprises n'engendre pas la prospérité des économies des pays, en raison de l'internationalisation des sociétés ou d'un rapport de force défavorable aux salariés, affirme Patrick Artus, le chef économiste de la banque Ixis CIB. Dans les pays étudiés (États-Unis, Allemagne, France, Japon), «les entreprises sont devenues très prospères (croissance rapide, profitabilité forte, ressources financières importantes). Mais, dans de nombreux cas (Allemagne, France, Japon), cette prospérité des entreprises ne se transforme pas en une prospérité des économies des pays ou des salariés des pays, ce qui choque évidemment les opinions et les gouvernements», estime Monsieur Artus. Cette dichotomie est due d'abord à l'internationalisation des entreprises, qui réalisent une partie de plus en plus importante de leur production et de leur chiffre d'affaires à l'étranger. En outre, les profits des grandes entreprises, particulièrement en Europe, ne sont redistribués ni sous forme de hausse des salaires, ni sous forme de hausse des investissements, ni sous forme de hausse des dépenses de recherche, mais servent à financer les dividendes et les rachats d'actions, à réduire les dettes, et à accroître les actifs liquides des entreprises pour pouvoir réaliser plus tard des acquisitions. **D'après L'Expansion.com**

On a raison de se révolter

Questions et réponses sur une rébellion

CETTE RÉVOLTE A-T-ELLE UNE PORTÉE POLITIQUE ? Constat préalable, les révoltés habitent les quartiers populaires des villes de France (en général, les banlieues). Ce sont des enfants de prolétaires : ouvriers, en activité ou au chômage, petits employés... Aujourd'hui, ces jeunes évoluent dans un milieu très très peu politisé. Leur révolte a été une explosion de rage, très peu coordonnée, spontanée. Le fait nouveau a été qu'elle s'est répandue à travers la France, alors que les années précédentes, de telles révoltes étaient toujours restées localisées à une ville particulière de France, voire un quartier. Ce ne sont pas seulement la médiatisation, ou l'accroissement de la misère, ou de la violence policière qui ont pu provoquer cela.

Non, le facteur nouveau, fédérateur, qui a permis l'extension de la révolte, c'est l'existence d'un ennemi commun clairement identifié : Sarkozy, le « chef de la police ». Tout le monde a remarqué que ses premières injures tonitruantes (« racailles... »), au tout début de la révolte, ont clairement mis de l'huile sur le feu.

Les jeunes qui ont spontanément pris part à la révolte n'avaient pour la grande majorité que très peu de conscience politique, d'objectif défini, et encore moins d'organisation. Mais ces conditions nouvelles ont fait que leur révolte a pris un sens politique, probablement malgré eux. En étant plusieurs milliers à brûler des voitures, des bus, à s'attaquer à des écoles, des commissariats, ils défiaient l'État de Sarkozy-le-Policier, le Champion du Sécuritaire. Qu'ils en soient conscients ou non, leur révolte est devenue un véritable soulèvement populaire au niveau national. Soulèvement qui s'additionne cette année à un accroissement des manifestations de rue, à des grèves importantes et acharnées, au vote pour le Non le 29 Mai... Ceux d'en face l'ont bien compris, d'où l'ampleur de la répression.

LES RÉVOLTÉS ONT-ILS AGI CONTRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS ? Le fait de s'attaquer à des voitures, des bus, des écoles a été condamné par l'ensemble des médias et des politiciens, jusqu'à certains dans la « gauche de la gauche ». Pourtant, ce mode d'ac-

tion n'est que la conséquence du faible niveau d'organisation et de conscience politique des révoltés. Ils ont brûlé des voitures, parce que c'est le seul moyen dont ils disposent, vu leur mode d'organisation spontané et leur expérience. C'est le seul moyen qui leur permette d'apparaître comme une force face au gouvernement en attirant les médias sur eux. En défiant le pouvoir ainsi, ils voulaient montrer qu'ils existaient en même temps que discréditer le gouvernement. Tout autre mode d'action exigerait un degré d'organisation et de conscience politique qu'ils n'ont pas.

Pourquoi alors ne pas brûler les voitures des beaux quartiers ? Les jeunes des cités vont rarement dans le centre des grandes villes. Ce n'est pas leur univers, ils ne s'y sentent pas chez eux (comme les prolétaires). Ils y sont de toute façon immédiatement repérés et contrôlés. Ils savent qu'ils n'auraient guère les moyens de brûler des voitures sur les Champs-Élysées... Ils y sont d'emblée en position de faiblesse, et aucunement en condition d'y affronter les flics. Alors que dans la cité, qui est leur territoire, ils disposent de l'avantage du terrain : c'est là qu'ils peuvent avoir le rapport de forces pour eux.

Tout cela éclaire le fait que, si les révoltés se sont attaqués aux voitures, bus, écoles, ce n'est pas parce qu'ils visaient les travailleurs, dans une sorte d'escalade autodestructrice. C'est parce qu'ils prenaient ce qu'ils avaient sous la main. On peut déplorer la faiblesse de leur organisation et de leur conscience politique, mais leur révolte était au contraire du côté du camp des travailleurs, aussi bien par ses causes et par ses cibles (Sarkozy et le gouvernement).

POURQUOI LES RÉVOLTÉS ONT-ILS SI PEU DE CONSCIENCE POLITIQUE ?

Le passage de la « gauche » réformiste à la défense du libéralisme, l'abandon du communisme par le PCF, n'ont pas favorisé l'engagement politique des milieux populaires. La « gauche » voulait gérer, elle est sortie des quartiers pour se retrouver sur les bancs de l'Assemblée Nationale, dans les salons des ministères. Les organisations populaires d'entraide et de solidarité, les militants

ouvriers, ont quasiment disparu des quartiers. Personne ne pouvait donc donner un sens politique révolutionnaire aux malaises de notre société.

La prise de conscience politique suppose un long travail militant. Transformer la révolte en engagement politique passe nécessairement par un travail militant d'explication et d'organisation de la résistance.

Mais pour que cela soit possible, il faut tendre une main fraternelle et solidaire aux jeunes en révolte, et non condamner leurs actes sous prétexte qu'ils ne sont pas « politiquement corrects ». Il faut combattre aussi ces condamnations unilatérales qui existent parmi certains de nos camarades travailleurs eux-mêmes, et parmi certains jeunes des quartiers. Car c'est ce que le gouvernement cherche à faire : stigmatiser ceux qui ont osé se révolter, pour les isoler et les réprimer !

Ce n'est qu'avec cette attitude fraternelle qu'il sera possible d'expliquer qu'aucune émeute, aussi étendue soit-elle, ne pourra résoudre nos problèmes. De proposer de s'organiser avec nous pour préparer consciemment et sérieusement la lutte pour le renversement de l'ordre capitaliste. Il n'y a pas de chemin plus court.

C'EST D'EN HAUT VONT-ILS TENTER D'APPORTER DES SOLUTIONS ?

Aujourd'hui, ils maintiennent l'état d'urgence pendant trois mois et, en plusieurs endroits, le couvre-feu. Cela montre le sens général de leur politique : les gueux, la populace, « la racaille », selon Sarkozy, on ne la maintient que par la répression, que par la terreur.

Aujourd'hui, on continue à juger et à condamner outrageusement ! On continue à rechercher les jeunes émeutiers ou prétendus tels. La répression est la principale réponse : fin novembre la police avait interpellé 5 000 jeunes et la justice en avait condamné 700 !

Actuellement, Villepin propose des réformes qui vont toutes, ou presque, accentuer le malaise, approfondir la « fracture sociale ». De réels changements sociaux visant à créer des emplois non précaires et bien payés, à

transformer l'habitat social et la vie sociale selon les besoins populaires, ne sont non seulement pas à l'ordre du jour, mais ils tourneraient le dos à toute la politique bourgeoise suivie ces trente dernières années (voir en page 6). Dans la logique actuelle le bras social de l'État devient de plus en plus – nous l'avons souvent écrit dans Partisan – un bras porteur de matraques et ce ne sont pas les discours de Sarkozy qui vont nous démentir.

Lespoir hypocrite du petit bourgeois en un « État républicain », en une police « républicaine », en une justice « républicaine », est en train de s'envoler au rythme des réformes gouvernementales. La justice, la police sont réformées et formées pour être de plus en plus répressives, autoritaires, anti-démocratiques. Les cars de CRS vont continuer à quadriller nos quartiers, les policiers sont formés à matraquer, et même à tirer à vue avec flash-ball ou P38.

QUELLES SOLUTIONS DEVONS-NOUS APPORTER ?

Il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt : seul un constant rapport de force pourrait imposer dans les quartiers un retour des subventions sociales, imposer le respect pour les jeunes. Il ne faut pas trop compter sur un « plan ORSEC pour la formation et l'emploi des jeunes », sur une police de proximité humaniste, sur une alliance du social et de l'économique, comme le souhaite les « réformistes » du PCF. Cela va totalement à l'encontre des intérêts de la grande bourgeoisie gouvernante.

Ce sont plutôt les entrades entre habitants et l'activité militante qui reconstruisent un tissu d'associations de lutte pour empêcher les conditions de vie de se dégrader encore plus. La justice sociale ne sera pas donnée par la classe dominante. Nous exigeons dans l'immédiat :

- **La libération de tous les emprisonnés et l'arrêt de toutes les poursuites**
- **Le droit au respect quelles que soient sa condition sociale ou sa couleur de peau**
- **Contre les contrôles policiers racistes ; vérité et justice pour les 2 jeunes tués de Clichy**
- **L'embauche des jeunes et la retraite à 55 ans pour les anciens**
- **Des ressources suffisantes dès l'âge de 18 ans à défaut d'emploi ou de formation**
- **Le libre choix de sa formation payée et de son emploi**
- **Le maintien de tous les emplois ; zéro licenciement**
- **Le maintien du salaire en cas de licenciement, maladie, accident ou mise en pré-retraite**

- **Le droit à un logement de qualité à loyer modéré**
- **L'interdiction des expulsions, des coupures d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone**
- **La gratuité des soins médicaux, des transports publics, de l'éducation et de l'accès à la culture.**

Ce sont nos axes de résistance aujourd'hui. Ce sont ceux-là qui nous permettront d'avancer avec les jeunes dans les quartiers populaires ou dans les entreprises. Qui permettront une ouverture d'horizon et de poser la question centrale, la question du pouvoir : qui doit diriger la société ? En fonction de quels intérêts ? Sans changement de société, pas de justice sociale, pas de paix sociale.

Des militants VP

QUE PENSER DES « INDIGÈNES DE LA RÉPUBLIQUE » ?

IL ne faut pas nier que la masse des immigrants a été la chair à canon des industries. Comme tout ouvrier, ils ont été méprisés, parqués et souvent licenciés des mêmes industries. Ne pas oublier que leurs enfants et petits enfants ont ressenti profondément l'injustice de leur condition ouvrière et immigrée. Mais le principal n'est pas là. Les jeunes dans leur révolte ont mis à nu les causes économiques, sociales et politiques de leur malaise. Le « Mouvement des Indigènes de la République », en mettant en avant le racisme anti-immigré et les relents colonialistes de la répression, détourne l'attention des véritables causes. Ils rejoignent ainsi les discours des Sarkozistes qui ne veulent voir dans les émeutes que la main des intégristes ou celle de l'immigration « sauvage et illégale ».

Que les populations soient « assignées à résidence » dans les quartiers populaires, n'en fait pas pour autant des « indigènes » que l'on parque dans des zones d'urgence. Tirer un trait d'égalité entre le traitement qu'on réserve aux rebelles indépendantistes et ceux qu'on réserve aux jeunes des banlieues est juste. Toutefois, ne pas voir le caractère profondément social de la révolte empêche de voir les alliances de classes possibles, empêche de trouver une solution sociale et collective à la situation actuelle. De ce point de vue les « Indigènes » font fausse route.

On a raison de se révolter !

Les banlieues brûlent...
Quelles sont les solutions ?

La situation se dégradait dans les quartiers populaires depuis 74-75, et c'est justement en 1973 qu'éclatait une grave crise économique. Puis on se rappellera que les Minguettes (1981), Vaulx-en-Velin (1990), Mantes-la-Jolie (1991), Sartrouville (1991), Dammarie-les-Lys (1997), Toulouse (1998), Lille (2000), Clichy sous Bois... prenaient feu. Le message était déjà très clair.

Les gouvernements successifs ont mis en place une «politique de la ville». Ce sera les HVS (Habitat Vie Sociale) de Raymond Barre en 1977, les DSQ en 1983 (Développement Social des Quartiers), la création d'un ministère de la ville en 1990 et les DSU (Dotations Sociales Urbaines) puis le pacte de relance en 1996, puis encore les 44 zones franches et enfin le plan Borloo de démolition/construction.

PÉTARDS MOUILLÉS. La révolte des jeunes a démontré le fiasco de cette politique, on peut penser que les dernières mesures du gouvernement Villepin ne donneront pas plus de résultats. Ces politiques de la ville n'ont stoppé ni le chômage, ni la précarité, ni la misère, ni la dégradation des conditions de vie... Aucun gouvernement n'a pu, et ne peut, stopper les restructurations industrielles, les licenciements et les baisses de revenu décidés par la grande bourgeoisie monopoliste.

DU «SOCIAL» AU RÉPRESSIF. Les vœux pieux qu'on entend ici ou là (de la «gauche» ancienne ou nouvelle), se trompent ou nous trompent : les «mesures sociales» n'ont jamais fait reculer la violence des relations sociales. Elles n'ont fait que les masquer. Mis à jour par la révolte, l'État répond par un régime d'exception. Ce que les gouvernants n'ont pu obtenir par la soumission «sociale», ils l'imposent par la force. L'État d'urgence désigne «l'ennemi intérieur» : le prolétaire, quelle que soit sa couleur. Et, pour diviser, il stigmatise les quartiers appauvris, le jeune révolté, l'immigré sans-papiers... Au mieux, le traitement social de la misère a adouci la chute, ralenti la désintégration. Il s'est avéré être un contre feu qui a sombré dans les eaux glacées de l'économie de marché. Le cœur du problème est là.

CHOIX POLITIQUES SOUMIS. L'économique, la finance capitaliste, n'ont que faire du social. Leurs dieux sont ailleurs, ils se nomment : rentabilité, concurrence, compétitivité, profits. Pire, elles se soumettent le social, elles se soumettent le politique. Elles transforment le RMI, l'emploi-jeune, en pression sur les salaires, en «abaissement des coûts», en précarité. Elles agrandissent la fracture sociale entre les riches et les pauvres, poussant vers le prolétariat la grande masse de la population, elles

transforment la devise républicaine – Liberté, Égalité, Fraternité – en instrument d'oppression. L'actuelle révolte des quartiers ouvriers (qu'on appelle injustement «banlieues») a son origine dans l'anarchique économie capitaliste.

Les choix politiques adoptés par tous les gouvernements français successifs, dans le cadre de l'Union européenne, s'y sont soumis volontairement ou involontairement. Les monopoles capitalistes se soumettent les États, en font les instruments de leurs intérêts : l'argent public leur est largement distribué.

QUE PROPOSENT-ILS ? Ceux qui ont «bien compris l'inquiétude des jeunes» assurent qu'ils vont remettre un peu plus d'argent dans les «banlieues», y ramener les polices de proximité et les assistants sociaux qu'ils viennent de supprimer. Flics et assistants calmeront peut-être la situation un temps, mais ils ne créeront pas d'emplois. Pour «intégrer», il faut de vrais boulots, de vrais revenus.

Or qui crée du travail, qui donne un salaire ? Ceux-là même qui contrôle AREVA, la SNCM, Hewlett-Packard... Ceux-là mêmes qui restructurent (pardon qui «modernisent»), qui licencient, précarisent le travail et la vie au nom de la rentabilité et du profit maximum. Les rapports sociaux, les relations humaines sont déterminés par cette violente logique d'exclusion. Sans sortir des lois économiques du capitalisme, pas de solutions sociales et politiques favorables à l'immense majorité. N'est-il pas temps de remplacer les lois de la jungle par des formes supérieures de relations humaines ? N'est-il pas temps que les prolétaires administrent, planifient l'économie pour redistribuer les richesses selon le travail de chacun ?

L'heure est plus que jamais à la préparation de la révolution sociale !

SM

Le Parisien manipule "l'opinion" en prétendant l'"enregistrer"

À la Une de son édition du 9 novembre 2005, il annonce en caractères énormes : «Le sondage qui change tout». Trois chiffres sont indiqués : «73% des Français favorables au couvre-feu ; 83% pour l'apprentissage à 14 ans ; 86% scandalisés par les violences ou mécontentés.» Et le journal de conclure : «Massivement, les Français disent oui à la fermeture». Ce sondage sera largement repris par toute la presse audiovisuelle.

L'OPINION DE QUI ? Des gens qui vivent dans les zones où se déroulent les émeutes ? *Le Parisien* a préféré «l'échantillon national représentatif de 805 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas». L'échantillon sélectionné est donc représentatif, avant tout, de ce que des téléspectateurs ont retenu des images télévisées qu'ils ont regardées, en fonction de leurs a-priori politiques respectifs.

«OUI» À QUOI, EXACTEMENT ? «73% des Français favorables au couvre-feu». Quand on se réfère aux résultats complets reproduits en page 3, ce n'est pas au «couvre-feu» que 73% des sondés ont acquiescé, mais à «l'autorisation donnée aux préfets de recourir au couvre-feu.» Et cela ne revient pas au

même ! Car, la question posée présente le couvre-feu comme une simple possibilité, un «recours». La Une du journal fait, au contraire, comme si les 73% avaient tous acquiescé «au couvre feu» en général.

«83% POUR L'APPRENTISSAGE DÈS 14 ANS». Là encore, la formulation de la Une n'est pas celle qui avait été proposée aux sondés. On peut en effet lire en page 3 que ce à quoi ont acquiescé 83% des sondés, c'est à «La possibilité pour les jeunes d'avoir accès à l'apprentissage dès 14 ans et non 16 ans». En d'autres termes ce qui ressort de cette proposition est la connotation positive des mots «possibilité» et «accès».

«86% SCANDALISÉS PAR LES VIOLENCES OU MÉCONTENTÉS». Là aussi, la question posée ne mentionne ni les émeutiers ni même le mot «violence», elle demande aux sondés de se prononcer sur «ce qui se passe actuellement dans les banlieues» !

Et que se passe-t-il actuellement dans les banlieues ? Une multitude d'événements : une répression policière, faite de contrôles d'identités répétés et de violences illégitimes, parmi lesquelles l'envoi de gaz lacrymogènes dans un lieu de culte ; des propos insultants de Sarkozy ; des véhicules, des écoles, des

commerces brûlés ou dégradés ; des affrontements avec les forces de l'ordre... Sans oublier un contexte plus général : chômage de masse, précarité, discriminations racistes, humiliations policières...

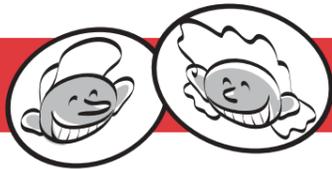
Enfin, si nous comparons, d'un côté, la couverture et le gros titre «Massivement, les Français disent oui à la fermeture», et, de l'autre, le tableau récapitulatif de l'ensemble des résultats de l'enquête, un autre point saute aux yeux : trois résultats font la Une du quotidien, alors que quatre questions ont été posées. Et le plus étrange est que le résultat qui a été écarté de la Une est pourtant le plus spectaculaire, celui qui manifeste la plus forte approbation des sondés :

89% d'approbation au rétablissement du financement des associations travaillant en banlieue sur l'aide au logement et l'aide scolaire.

Ainsi donc, trois résultats «droitiers» sont mis en avant, tandis qu'un quatrième, manifestant de manière plus forte encore une adhésion à un traitement social des problèmes, est relégué dans un coin de tableau. Enfin, *Le Parisien* ne nous «sonde» que pour nous dire ce que nous devons penser.

D'après une ample étude du 13 novembre 2005 réalisée par le Collectif Les mots sont importants

www.lmsi.net



Humour



COMMUNIQUÉ LA BAC NETTOIE LA MAIRIE DE NEUILLY AU KÄRCHER

5 Novembre 2005 - La Brigade Activiste des Clowns (BAC) a nettoyé ce matin la mairie-voyou de Neuilly au kärcher. La loi SRU impose que chaque commune compte sur son agglomération 20% de logements sociaux. La mairie de Neuilly, chère à notre ministre de l'Intérieur, ne la respecte pas. Elle peut même se glorifier de l'un des plus faibles taux de logements sociaux : 2,6%. Dans un état de droit, et même de gauche, ça n'est pas acceptable. A 11h ce matin, un commando d'élite de trente clowns s'est donc rendu sur les lieux et, constatant la non application de la loi SRU, l'état avancé de gangrène du lieu et la présence de racaille, a procédé au nettoyage complet au kärcher et à l'eau savonneuse de la façade de la mairie ainsi que des vitres de son hall d'entrée.

Pendant que les autorités concentraient courageusement toutes leurs forces sur les adolescents de banlieues, la BAC, elle, nettoiera une à une, toute les mairies-voyou de la banlieue Ouest.

Droits et devoirs

«Les forts auront les droits, les faibles les devoirs !»

On grava sur le roc cette loi sociale

Et l'autorité fut l'idole colossale

Ecrasant sous son char ses croyants blancs et noirs.

Le pontife endormeur fuma ses encensoirs,

Et la foule peina, misérable et vassale.

Alors, l'Égalité prit sa torche et, fatale,

Incendia la caste et brûla les manoirs.

Avenir ! Oh ! Quelle est cette mère ravie

Qui sourit à l'enfant qui tête et boit sa vie ?

C'est toi, Société future en qui je crois !

Le sang a submergé ta devise première,

Et tu viens de tracer en lettres de lumière :

«Les forts ont les devoirs et les faibles les droits !»

Paris 1884

De l'État social à l'État sécuritaire

Après la répression systématique des mouvements sociaux et syndicaux – intervention du GIPN contre les postiers de Bègles, inculpations massives des anti-OGM, assaut hélicoptère du GIGN et des commandos-marines contre les mutins du *Pascal Paoli*, interdiction de grève des bagagistes à Roissy –, l'État continue sa guerre sociale contre les pauvres et contre toutes les résistances.

C'est sans doute en 1997 que le virage sécuritaire a été pris, lorsque le gouvernement de «gauche» de l'époque a liquidé les «conseils communaux de prévention de la délinquance», – institués en 1982 par un autre gouvernement de «gauche» –, pour mettre en place les «conseils locaux de sécurité» (CLS). Désormais, seuls les préfets, les procureurs et le ministre de l'Intérieur décidaient ou supprimaient les subventions aux associations trop rétives à la nouvelle priorité exclusivement sécuritaire. Il fallait chasser les humanistes, les

éducateurs de rue pour les remplacer par des policiers, des vigiles, de la police municipale, de la vidéosurveillance...

Jean-Pierre Chevènement (PS) s'attaquait aux «sauvageons». Les libertés individuelles ou collectives devenaient un obstacle à la sécurité, sacrée première des libertés. On mettait en place des «centres éducatifs renforcés», et on abaissait de fait la majorité pénale. Plus tard, pour combattre le terrorisme, Daniel Vaillant – toujours de «gauche» – devait nous expliquer qu'il fallait chasser les jeunes dans les halls d'immeubles et sanctionner durement ceux qui n'avaient pas de billets de train. Le terrain était prêt pour Sarkozy.

Le décret du 17 juillet 2002, la droite terminait le travail en légalisant les CLS. Les experts justifiaient la politique de tolérance zéro du ministre. Fini le «racolage passif», les mendiants, les étrangers «irréguliers». On allait nettoyer l'espace public... Sarkozy et son Kärcher n'étaient pas loin !

SM

LES RÉFORMES ANNONCÉES PAR LE «SOCIAL» BORLOO

Quarante-quatre millions d'euros pour les contrats de ville ? Ces contrats, ce peut être aussi bien des projets pour développer l'encadrement policier ou sécuritaire, que du social. Des ateliers santé-ville ? Mais rien sur l'abrogation des réformes contre la Sécu, contre la CMU, contre l'AME. Aucun arrêt de fer-

metures d'hôpitaux ou de maternités... Des internats de réussite éducative ? Pour quoi faire ? Pour enfermer les gosses ? Des exonérations de charges pour les patrons dans les zones franches ? Elles sont trois fois supérieures à celles des rallonges budgétaires consenties pour les banlieues. Et ainsi de suite...

DE LA RÉSISTANCE À LA CONTRE OFFENSIVE NOS TÂCHES POLITIQUES DE L'HEURE

L'accumulation des facteurs de révolte, l'aggravation des contradictions du capitalisme, le discrédit croissant du système capitaliste et de la démocratie bourgeoise, tout cela est positif mais ne peut spontanément déboucher sur une révolution.

La classe ouvrière a besoin de se renforcer en unité, en organisation et en conscience et cela ne se fera pas sans la formation d'une organisation politique révolutionnaire qui porte les intérêts des ouvriers et travaille au renforcement de leur classe. Cette organisation, c'est un parti communiste.

La construction d'une unité de classe est un objectif vaste et multiforme.

C'est la reconstruction d'associations de lutte de type syndical ou politique dans les entreprises et les quartiers. C'est la reconstruction d'une culture, d'une presse ; c'est la renaissance de solidarités de voisinage face à la dureté de la vie. C'est l'organisation de rencontres, de convergences, entre travailleurs de différentes entreprises, de différents pays pour faire renaître des solidarités de travailleurs...

Mais la clé de voûte de cette construction est la formation d'un parti communiste.

En son sein, les travailleurs les plus conscients y forgeront ses positions et s'organiseront pour les mettre en oeuvre. Le parti communiste devra être un intellectuel collectif structuré et non une armée obéissant au doigt et à l'œil à un chef. C'est dans cette perspective que notre organisation, Voie prolétarienne, s'est engagée. Avec un travail systématique et de longue durée, afin que les

travailleurs les plus conscients s'organisent dans leur organisation révolutionnaire, qu'ils y forment les positions prolétariennes et qu'ils les mettent en oeuvre. Par une attitude critique et auto-critique, chaque membre a une responsabilité pour le développement de l'organisation. En faisant en sorte que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Le style de travail, de réunion, d'échange, les modes de direction que nous essayons de mettre sur pied combinent la démocratie et le centralisme.

Page 21 du Manifeste de l'OCML-VP

À COMMANDER À NOTRE BP

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE
Manifeste
DE LA
RÉSISTANCE
À LA CONTRE-
OFFENSIVE
2
euros

Une brochure
Partisan 2 euros

Troupes du «traitement social» prêtes à agir, à Corbeil-Essonnes le 6 novembre dernier



État d'urgence, couvre-feu, État de guerre sociale !

IL ne s'agit pas seulement de «couvre-feu», le gouvernement a sciemment menti. La loi du 3 avril 1955 autorise des interdictions de séjour pour «toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics», des assignations à résidence pour «toute personne [...] dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité et l'ordre public», et l'interdiction des «réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre» (interdiction de rassemblement, fermeture des cinémas, des théâtres, des cafés, et des lieux de réunion). Le gouvernement a même prévu des perquisitions de nuit. Il peut, en outre, faire «prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature», (presse écrite, télévisuelle et radiophonique ainsi que le réseau Internet) et donner compétence aux juridictions militaires. C'est déjà de l'ordre

d'une logique de guerre. L'application du couvre feu est non seulement une véritable provocation à l'adresse de la jeunesse en colère, mais aussi un danger fondamental pour l'exercice des droits démocratiques.

Cette loi vient rappeler tout le passé colonial de l'État français. Elle a été votée et appliquée durant la guerre d'Algérie. Puis, en 1984, en Nouvelle-Calédonie, pour casser le mouvement indépendantiste, par... le gouvernement Fabius («socialiste»). D'ailleurs, le Parti socialiste n'a pas manqué de soutenir le gouvernement. J.B. Ayrault a rappelé à l'Assemblée nationale que «nous ne sommes pas hostiles par principe au couvre-feu», après avoir déclaré «nous ne voulons pas faire de ce débat [sur l'état d'urgence] une opération politicienne qui serait indécente même si nous voulons pointer les responsabilités de ceux qui sont au pouvoir (...) Il faut rétablir les conditions du respect de l'ordre républicain. C'est la première des priorités».

EXTRAITS DE LA LOI N°55-385 DU 3 AVRIL 1955

La déclaration de l'état d'urgence s'ajoute... à la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre...

ARTICLE 5...

La déclaration de l'état d'urgence donne pouvoir au préfet dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription prévue à l'article 2 :

1° D'interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et aux heures fixés par arrêté ; 2° D'instituer, par arrêté, des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé ; 3° D'interdire le séjour dans tout ou partie du département à toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics.

ARTICLE 8

Le ministre de l'intérieur, pour l'ensemble du territoire où est institué l'état d'urgence, le gouvernement général pour l'Algérie et le préfet, dans le département, peuvent ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacles, débits de boissons et lieux de réunion de toute nature dans les zones

déterminées par le décret prévu à l'article 2.

Peuvent être également interdites, à titre général ou particulier, les réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre.

ARTICLE 11...

2° Habilitier les mêmes autorités à pren-

dre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature ainsi que celui des émissions radiophoniques, des projections cinématographiques et des représentations théâtrales.





On a raison de se révolter ?

ILS ONT DIT :

Vénissieux

André Gérin appuie Sarkozy et Chirac

Voilà le député-maire de Vénissieux, André Gérin, se prétendant par ailleurs le promoteur du renouveau des valeurs communistes, qui se permet d'écrire le 7 novembre dernier à Chirac : «Je souscris à vos propos pour rétablir l'ordre... Il n'y a pas à hésiter : rétablir l'ordre est la priorité... L'heure est au rassemblement républicain pour éradiquer la gangrène, la barbarie, la sauvagerie...». Et le voilà qui défend ensuite, comme le gouvernement Chirac, l'apprentissage à 14 ans et un nouveau service civil !

POUR LES COMMUNISTES QUE NOUS SOMMES :

● Les jeunes qui se révoltent dans les banlieues sont la jeunesse populaire de ce pays. Ils sont les enfants de la classe ouvrière, et en font eux-mêmes pleinement partie comme le montrent leurs revendications sur le travail, la dignité, les discriminations racistes et les violences policières ;

● Leur révolte est complètement légitime et la violence dont ils font preuve n'est rien à côté de celle qu'eux-mêmes et leurs familles subissent depuis des années. La barbarie et la sauvagerie sont du côté du système capitaliste et de tous ceux qui le servent : salaires de misère, accidents du travail ou amiante, licenciements infligés aux pères ; système inégalitaire d'une éducation qui reproduit les divisions de la société, racisme et chômage infligés aux enfants. La sauvagerie est du côté de ceux qui laissent pourrir les habitations populaires pour pouvoir ensuite les démolir et ainsi chasser les habitants les plus pauvres considérés comme un fardeau et une menace, y compris par les responsables dits de gauche ;

● En appeler à un rassemblement républicain, c'est en appeler à la collaboration entre la droite et la gauche, entre les forces populaires et la bourgeoisie. Or, la victoire du non au référendum européen a déjà consacré le rejet d'une telle politique par les travailleurs... Chirac a été élu grâce à un tel front et on voit aujourd'hui ce que ça donne ! La République de l'Égalité et de la Fraternité est un mythe de moins en moins crédible derrière lequel la bourgeoisie a toujours tenter de masquer l'exploitation qu'elle fait subir aux travailleurs ;

● L'apprentissage à 14 ans et le service civil que veulent le gouvernement et André Gérin sont des mesures visant au contrôle renforcé et à la répression de la jeunesse ;

Nous appelons toutes les forces qui se réclament des idéaux de gauche, et en particulier les communistes sincères, à se démarquer des positions du député-maire de Vénissieux !

IL S'AGIT DE SE BATTRE :

● Pour le retrait de toutes les forces et mesures répressives dans les cités ;

● Pour la libération des jeunes emprisonnés, contre les expulsions programmées, pour la démission de Sarkozy ;

● pour constituer un front des luttes populaires comprenant aussi bien les luttes de la jeunesse des cités, celles des ouvriers contre les licenciements, ou celles des sans-papiers et des mal logés.

On peut discuter des cibles de la révolte dans les cités, mais d'abord avec les jeunes concernés, pour qu'elles contribuent à unir tous les habitants contre les responsables de la misère.

Battons-nous pour, dans l'avenir, construire une autre société où les valeurs de solidarité et de coopération remplaceront la concurrence et les divisions entretenues par la barbarie grandissante du capitalisme !

Militants VP Lyon

PS Dans un communiqué du 4/11, le PS «exprime sa solidarité à l'attention des habitants qui, dans ces quartiers, sont aujourd'hui les victimes de l'échec de cette politique et de ces violences. [...] Le Parti socialiste rend hommage au travail effectué depuis sept nuits par les forces de sécurité publique, les pompiers, et les travailleurs sociaux dans des conditions d'extrême difficulté.»

Nous ne sommes pas étonnés du fait que le PS renvoie dos à dos la violence des révoltés et celle de l'État. Le PS veut avant tout «la paix civile et l'ordre républicain». Les laissés pour compte de la société capitaliste, victimes du chômage, de la crise du logement, des exactions policières, etc. n'ont le droit de protester qu'en paroles. Surtout qu'il n'y ait pas de débordements ! Pour l'action, qu'ils s'en remettent aux politiciens du PS en les aidant à retrouver le pouvoir... Ainsi, le PS pourra continuer la politique entamée avec la LSQ (loi de sécurité quotidienne) de Jospin, son hommage aux forces de police, son «esprit social» dans les réformes anti-populaires... Parions que si le PS avait été au pouvoir en novembre, il aurait lui aussi décrété l'état d'urgence, et des héritiers de Chevènement auraient parlé de «sauvageons» plutôt que de «racailles», mais dans un autre «esprit» que Sarko.

Dans un communiqué de novembre, SOS Racisme écrit : «Les violences qui ont touché les quartiers depuis maintenant plus de 10 jours entraînent de notre part une réprobation totale. [...] La Police, parce qu'elle est souvent un des derniers représentants de la présence de l'Etat dans les quartiers, concentre sur elle toutes les attentes et toutes les frustrations.»

Pas beaucoup de différences avec le PS, et pour cause ! Et ainsi, les jeunes s'en prendraient à la police parce qu'ils «attendent» plus d'elle et de l'État ? Parce qu'elle n'en fait pas assez et pas de la bonne façon ? Non, il ne s'agit pas d'une frustration. Il s'agit d'une conscience que cette police républicaine n'est pas dans le camp des laissés pour compte, mais qu'elle est au contraire son ennemi.

PCF Dans un communiqué du 4/11, le CEN du PCF écrit : «L'immense majorité des femmes, des hommes et des jeunes de ces quartiers, à commencer par celles et ceux qui sont le plus en difficulté, sont les premières victimes de ces violences intolérables. [...] Stigmatisés, humiliés, discriminés, certains jeunes – en petit nombre – sont devenus les otages de cette logique d'affrontement dans laquelle ils croient à tort pouvoir exprimer leur colère, leur révolte et leur désespoir.»

Que l'on critique les cibles choisies par les jeunes révoltés, du fait de leur désorganisation et de leur spontanéité, d'accord. Mais pourquoi aller jusqu'à les condamner sans appel ? Quand la SNCF ou la RATP font grève, est-ce que le PCF déclame que «l'immense majorité des usagers, à commencer par ceux qui sont le plus en difficulté, sont les premières victimes de ces grèves intolérables» ? Non. Alors pourquoi cette différence de traitement ? Non, ils ne sont pas les otages d'une logique d'affrontement initiée par Sarko. Non, ils ne sont pas manipulés. Ils se révoltent à leur façon, avec leurs possibili-

tés, et ils ont raison. Notre rôle de militants n'est pas de condamner leurs violences, mais de nous organiser sur le terrain pour donner un sens et une direction à la rage et à la révolte : pour une autre société, non capitaliste. Le PCF a déserté ce terrain.

«Rétablir l'ordre est une urgence extrême. Cela ne passera pas par l'acceptation de l'escalade de la violence.» Finalement, le PCF rejoint le PS...

«Le Parti communiste propose de mettre en œuvre un ensemble de mesures permettant de mettre un terme à une évolution de plus en plus dangereuse. –Engager avec les populations concernées un véritable dialogue [...] suppose la mise en place immédiate de dispositifs de police de proximité, [...] –S'attaquer vraiment à l'économie parallèle et aux trafics de tous genres, en marquant une détermination sans faille [...] –Redonner du sens à la loi [...] –Donner à la justice les moyens de faire respecter la loi.»

Le PCF en vient finalement à montrer que lui aussi, s'il était au pouvoir, il mettrait l'accent sur la police et la justice (comme si elles n'étaient pas au service du capitalisme). Dans un autre «esprit» que Sarko, bien sûr. Et avec plus de miettes lâchées à la prévention (logement social, associations...), n'en doutons pas. Mais dans la société actuelle, où le seul vrai pouvoir est le pouvoir économique, que pourrait-il faire vraiment de différent, sans objectif révolutionnaire ?

CGT Bernard Thibault explique, dans *Le Monde* du 16/11, que «bien sûr, ce n'est pas par la violence et notamment par des actes comme ceux de ces derniers jours que l'on construit le progrès social. On ne fera pas avancer les choses en multipliant les atteintes aux biens et aux personnes.»

Encore une fois, on condamne en bloc la violence des jeunes révoltés, au lieu d'en critiquer certains aspects de manière constructive.

Dans sa déclaration du 8/11, la direction de la CGT écrit : «Il faut répondre, sans attendre, par le dialogue et la démocratie aux urgences sociales dont celles prioritaires liées à l'emploi. [...] Lorsque les gouvernants refusent d'écouter et d'interpréter comme il le faudrait des consultations politiques, cela nourrit fatalisme, désespérance et violence. [...] Le passage en force systématique doit laisser place au dialogue social réel et à la négociation.»

Ainsi, la solution aux problèmes sociaux

révélés par la révolte pourrait se trouver simplement dans le «dialogue» et la «négociation». La direction de la CGT (ce n'est pas étonnant ?) nie les contradictions indissociables qui existent entre le camp des travailleurs et celui des patrons et du gouvernement. Des mots, des mots, des mots, ce n'est pas ça qui empêchera la violence de la révolte de s'exprimer. Au contraire un syndicat des travailleurs ne devrait-il pas montrer que la révolte était contre le camp des capitalistes et de leur État (même si c'était de manière très peu consciente) et que donc elle était dans le camp des travailleurs ? Il y avait des pots cassés, sa spontanéité et sa désorganisation étaient à critiquer. Mais c'étaient les enfants des ouvriers et des chômeurs qui explosaient, que diable ! On poignarde son propre fils, maintenant ?

Dans un communiqué du 8/11, Sud Education 93 écrit : «Les affrontements de jeunes avec la police sont l'expression d'une rage et d'un désespoir [...]. Les actes commis sont aussi intolérables que l'injustice qui leur est faite. [...] Prétendre aujourd'hui qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme sauvage et qu'on ne peut que l'aménager à la marge, c'est aussi participé à renforcer ce malaise.»

SUD EDUCATION 93 Comme la CGT, le PC, le PS, Sud Education 93 renvoie dos à dos la violence «intolérable» des révoltés et «l'injustice qui leur est faite» ! Encore une condamnation en bloc. Et dans une formule critiquant certes en premier lieu les partisans d'un libéralisme débridé, ce syndicat laisse entendre aussi que ceux qui ne veulent pas d'un simple aménagement (même substantiel) du capitalisme – tels que les révolutionnaires ? – participent au désespoir... Mais de tels aménagements illusoire, de tels «bouts de tunnel», on en a soupé ! Choisir entre le pire et le moins pire ?

LO Dans son édito du 4/11, Lutte Ouvrière écrit : «même sur le plan strictement policier, il n'y a pas, dans les quartiers dits sensibles, plus de police de proximité ou de postes de police permanents.»

Faut-il s'en lamenter ? LO se rallierait-elle à la position du PCF pour la mise en place de plus de police de proximité ?

Marc Roux

ON EST MIEUX AU CHAUD QUE DEHORS NON ?

